

## Cluster Protection Sud-Kivu

### RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION SUR L'AXE KIBANDA MANGOBO (TERRITOIRE DE WALUNGU), MAYIMINGI, NYALUBEMBA-ISEZYA DANS LE TERRITOIRE DE SHABUNDA



Mission réalisée du 26 Aout au 1 Septembre 2019

## Cluster Protection Sud-Kivu

### I. INTRODUCTION

#### Analyse contextuelle.

L'environnement sécuritaire sur l'axe Kibandamangobo dans le territoire de Walungu et les axes Mayimungi, Nyalubemba et Isezya dans le territoire de shabunda a été de façon générale calme surtout le long de la route au cours de ces trois derniers mois, mais préoccupante et tendue dans les villages périphériques de Kohoze, Mupoke, Bwangama, Ngoma, Brazza, Mahazi, Buhinda et autres villages à la suite des attaques et incursions sporadiques des RM des factions Maheshe, Lukoba, Bralima et Blaise autrement alias Kafanyambiyo dont sont victimes les civils. Cette situation d'accalmie s'explique d'une part par la présence bien que minime des militaires Fardc dans les localités évaluées et d'autre part par la campagne de sensibilisation en faveur des groupes armés opérant dans Shabunda notamment les groupes Ngandu, Ndarumanga et Charlequin à l'endroit des autres groupes pour la reddition auprès des forces gouvernementales.

En vue d'asseoir leur autorité et asservir les civils, ces factions dont les bastions sont identifiés dans les territoires de Walungu et Kabare, ont délocalisé certains de leurs troupes et transposé leurs attaques vers le Territoire de Shabunda et procédant ainsi à la perception des taxes et autres impositions. Ce contexte a contribué à la fragilité de la situation de protection des civils et au mouvement des populations vers les zones quelque peu sécurisées.

Par ailleurs, il convient de souligner que la situation sécuritaire et de protection est différente d'une zone à l'autre. Ainsi, la partie qui s'étend de Isezya vers Kigulube connaît une accalmie continue depuis l'annonce de la sensibilisation initiée par les groupes Raiya Mutomboki des factions précitées. Par contre, la détérioration de la situation sécuritaire s'observe jusqu'à ce jour dans la zone Nyalubemba-Nyombe-Mayimungi et Kibanda Mangobo.

A titre illustratif, il nous a été signalé les affrontements qui venaient d'opposer entre eux le RM Lukoba, Blaise et « Bralima » à Nindja pour le contrôle de carré minier de Mupoke à la limite entre Shabunda et Kabare ; Ces affrontements ont conduit à une vague de déplacement de la population dans la zone et l'insécurité grandissante dans les villages environnants, en occasionnant des risques réels et potentiels de protection.

Dans ce contexte, il a été rapporté plusieurs incidents au cours des trois derniers mois à savoir des cas de pillage, extorsions des biens, collecte forcée des vivres et d'argent mais aussi des cas des coups et blessures, enlèvements et arrestations arbitraires pendant le séjour des intrus dans les entités.

Par rapport aux craintes, au regard du contexte qui a toujours prévalu dans la zone évaluée et compte tenu de l'hostilité affichée par les groupes Raiya Mutomboki provenant de Walungu et Kabare face à la question de sensibilisation initiée par les miliciens de Shabunda, le risque d'affrontement entre ces troupes opposées est prévisible avec des impacts sur d'autres territoires.

**Methodologie :** Les évaluations menées ont été rendues possibles grâce à différentes méthodes, à savoir, la revue documentaire, les focus groups et les interviews individuelles des informateurs clés de la communauté suivant l'approche basée sur l'âge, le genre et la diversité (AGD).

## Cluster Protection Sud-Kivu

- **Pour ce qui est de la revue documentaire** : le TdR, les outils de collecte de données UNHCR et du Cluster Protection ainsi que le glossaire définissant certains concepts ont été partagés avant la mission aux participants.

- **Focus group** : Un total de 140 personnes a été évalué dont 27 hommes et jeunes garçons IDPs dont l'âge varie entre 14-70ans, 44 femmes et jeunes filles IDPs dont l'âge est compris entre 13-60ans, 32 hommes et jeunes garçons de la communauté hôte dont l'âge varie entre 16-70ans, 37 femmes et filles hôtes dont l'âge est compris entre 14-60 et 3 personnes à mobilité réduite reparties dans 5 focus groupes dans chaque Village évalué ; Signalons que dans chaque focus group, il y avait un représentant par groupe thématique pour la récolte des données selon les thématiques.

- **Interviews Individuelles** : En vue de collecter les informations relatives au contexte sécuritaire et administratif de la zone et certaines données recueillies dans les focus groups, 20 informateurs clés dans les zones évaluées ont été interviewés individuellement dont les autorités et leaders locaux (Fardc, PNC, Chefs de clan, Chefs de Localité, Société civile, Infirmiers, Chef de Division de mine, Chefs d'établissement, leaders religieux, relais communautaires, etc.). **Mouvements de population** : Depuis juin 2019, l'activisme des miliciens Raiya mutomboki de diverses factions a affecté divers villages mais surtout ceux périphériques des entités évaluées et conduit ainsi au déplacement de 641 ménages et le retour de 171 ; Le constat fait est que tous ces ménages vivent dans des familles d'accueil et sans assistance aucune.

Voici la situation liée au déplacement et retour telle que rapportée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : **Mouvement de déplacement**

Territoire	Statut	Lieu de Provenance	Lieu de Déplacement	Motifs de déplacements	Nbre de Ménages
Shabunda	IDPS	Lwamba, Ngoma, Mupoke, Kitunda, Brazza, Lukigi, Mahazi, Kasheyi, Migele, Kabiliza, Santama, Mupoke, Bwangama, Kasela et Kohoze.	Kibandamangobo, Maimingi I&II, Nyalubemba, Kimbili et Isezya.	Incursions multiples des Raiya Mutomboki et affrontements entre les Raiya Mutomboki.	641

Tableau 2 : **Mouvement de retour**

Territoire	Statut	Lieu de Provenance	Lieu de retour	Motifs de retour	Nbre de Ménages
Shabunda	IDPS	Lwamba, Ngoma, Mupoke, Kitunda, Brazza, Lukigi, Santama, Bwangama, Kasela et Kohoze.	Brazza, Ngoma, Lukigi et Bwangama.	Accalmie précaire liée à la sensibilisation des membres des groupes armés Raiya Mutomboki des factions Ndarumanga et autres.	171

## Cluster Protection Sud-Kivu

### II. MENACES AUX DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDEMENTALES

#### 1. MONITORING DE PROTECTION

La protection des civils demeure préoccupante dans les zones évaluées. Cette précarité se ferait sentir différemment entre la zone d'Isezya et celle de Nyalubemba vers Mayimongi et Kibandamangobo au regard des abus, violations et incidents rapportés, qui seraient imputables d'une part aux Raiya Mutomboki et d'autre aux éléments Fardc et de la Police.

Il s'agit pour ces derniers, de 38 cas d'arrestations arbitraires depuis le mois de Juin 2019, dans le but d'obtenir des rançons auprès des familles des victimes, 59 cas des travaux forcés se traduisant par le transport des effets militaires et bagages lors des opérations et mutations ainsi que les travaux communautaires dits « salongo » auxquels la communauté de Nyalubemba est soumise régulièrement, impliquant les amendes et emprisonnements aux récalcitrants. Des check point se transformant en des barrières payantes dont 7 ont été relevées sur le tronçon Isezya – Kibanda Mangobo (45 Km) tenues par les services de sécurité (FARDC, PNC, DGM), Services de Transport et communication, Tourisme, la Chefferie et le Service de Mines et Hydrocarbures et dont les voyageurs/passagers à véhicules et motos sont soumis au paiement de 500 à 1 000 FC à chaque passage et 8 cas des taxes illégales rapportés au mois d'août 2019.

Contrairement aux éléments des forces étatiques, précisons que le gros de violations a été l'œuvre des Raiya Mutomboki aussi bien ceux opérant dans Shabunda que ceux venus récemment dans la zone en provenance des territoires de Walungu et Kabare. Ainsi, les trois derniers mois, c'est –à-dire juin, juillet et Août 2019 ont été marqués par 72 cas d'arrestations arbitraires dans l'axe Nyalubemba-Isezya et d'autres entités périphériques, (et, pour y arriver, les miliciens procèdent par la collecte forcée des vivres auprès des ménages des civils et une fois qu'un ménage ne s'exécute pas, ce dernier ou le responsable est arrêté et des rançons en plus exigées) 42 cas de tortures et traitements inhumains, 45 cas de pillages rapportés dont la plupart de cas enregistrés lors de l'affrontement du début du mois d'août 2019 entre trois factions de RM (Bozi, Ndarumanga et Bralima) dans la localité de Mupoke. Le bilan de ces affrontement fait état des plusieurs biens de valeurs emportés tels que des batteries, panneaux solaires, habits, des sommes importantes d'argent et quantité d'or. D'autres cas de pillage ont été commis le long de route. A titre illustratif, il a été rapporté un cas le lundi 26 août 2019 entre 8h du matin et 15h, pendant notre mission le long de la route à Bukarakara à environ 3km de Culwe et 5km de Lubimbe par des hommes non identifiés portant des armes à feu et armes blanches. Le bilan a été de plus de 50 motards pillés y compris les passagers en provenance de Nzibira vers Isezya pour les uns et Isezya vers Nzibira pour les autres. Des marchandises, une somme importante d'argent équivalent à 4.700.000Fc et 100 grammes d'or ont été emportés après que les victimes aient été ligotées, tabassées et blessées (dont une oreille coupée et un bras gauche mutilé pour deux victimes).

A cela s'ajoute 7cas d'incendie des maisons rapportés au mois d'août 2019 dans la zone, 100cas d'extorsions de bien et parmi ces cas, il a été rapporté des cas d'enfants transporteurs exploités économiquement, qui seraient victimes d'extorsion, lors de leur retour en provenance des carrés miniers vers Mupoke, Kohoze, Bwangama et Kasela, Lubila ; 36cas d'enlèvement des civils amenés vers la forêt, 180cas de coups et blessures, 5cas de recrutement forcé d'enfants dans les groupes armés, 17cas d'agression physique (SGBV) et 21cas d'agression sexuelle sur les mineures dont 18 commises dans les axes Mayimongi-Nyombe-Nyalubemba par les miliciens Raiya Mutomboki des factions Ndarumanga et Charlequin au cours de leur séjour dans la zone au cours de ces trois derniers mois.

## Cluster Protection Sud-Kivu

### 2. VIOLENCES SEXUELLES BASEE SUR LE GENRE

Au cours des trois derniers mois, le changement du contexte sécuritaire dans les zones évaluées a conduit à la régression des cas de viol de masse observés au cours des mois de Mars et Avril 2019 et qui sont passés depuis le mois de Juin 2019 aux cas individuels.

Les incursions et embuscades sporadiques des RM dans les communautés, les pesanteurs culturelles et coutumes rétrogrades, la consommation des drogues et boissons fortement alcoolisées, le désir de pouvoir et de contrôle dans les relations et les disputes liées à l'utilisation des ressources (cas des planches) seraient à la base des violences sexuelles basées sur le genre dans la zone. Cette situation a conduit les survivantes à développer le mécanisme de prévention des violences sexuelles dit « majambere », qui est se constituer en groupe avant d'aller aux champs.

Ce mécanisme n'étant pas suffisant, il a été rapporté certains cas de violences sexuelles commis pour la plupart dans les communautés d'accueil et de déplacement, le long des routes et dans des champs.

A titre illustratif, les cas suivants ont été documentés :

**Viol** : au total 36 cas de viol ont été rapportés entre Juin et Août 2019 dont :

9 cas à Isezya :

- 1 cas commis sur une jeune fille retournée âgée de 16 ans à 13 km par les éléments Raiya Mutomboki. La survivante n'a pas reçu le kit pep suite à la distance qui sépare son village de la structure médicale établie à Nyalubemba.
- 1 autre cas d'une fille âgée de 12ans commis par un enseignant a été rapporté au mois d'avril 2019. La survivante aurait reçu une prise en charge médicale en kit pep au CS de Nzibira avant d'être acheminée vers l'hôpital de Panzi pour des soins appropriés. L'auteur aurait été arrêté par la Police et acheminé vers Kigulube mais se serait évadé avec la complicité de la police quelques jours après.
- 1 cas d'une fille de 14 ans commis par 2 garçons au mois de juillet 2019. Les auteurs auraient amené la survivante dans la forêt pour commettre leur forfait. Cette dernière aurait reçu une prise en charge médicale en kit Pep au niveau de Kigulube par MSF-Espagne pendant que les auteurs seraient en fuite avec la complicité de la police.
- 6 autres cas dans les entités périphériques d'Isezya, commis sur des filles dont l'âge est compris entre 12-17 ans par les membres de la communauté. Certaines survivantes auraient bénéficié de kit pep au Centre de Santé de Nyalubemba.

12 cas dans l'aire de santé de Nyalubemba dont 2 cas à Bibugwa et 6 autres dans la localité de Nyalubemba, 4 autres dans les entités périphériques ; les survivantes seraient des filles dont l'âge varie entre 12 et 17 ans et les auteurs seraient des membres de la communauté. Les survivantes auraient bénéficié d'une prise en charge médicale en kit pep au CS Nyalubemba.

15 cas rapportés entre juin et Août 2019 à Mupoke, Bwangama, Kohoze et Kasela dont les présumés auteurs seraient les hommes en armes et membres de la communauté. Les Survivantes rapportées dans les zones éloignées comme Mupoke, n'ont pas bénéficié de Kit Pep suite à l'éloignement de la structure médicale.

**Agression sexuelle** : au total 21 cas d'agressions sexuelles ont été rapportés dont 18 cas à Nyalubemba et Nyombe et 3 cas des femmes déplacées âgées de 16, 20 et 30 ans agressées dans la forêt menant vers Lubila. Les auteurs de ces forfaits seraient les membres de la communauté et RM.

**Mariages précoces et forcés** : 09 cas ont été rapportés

- Entre les mois de Juin-Août 2019, 4 cas des filles déplacées dont l'âge varie entre 12-17 ans auraient été contraintes aux mariages forcés par les Raiya Mutomboki dans les entités périphériques d'Isezya et 5 autres cas dans la localité de Nyalubemba où les jeunes filles influencées par la coutume et la pauvreté de

## Cluster Protection Sud-Kivu

leur famille, ont contracté précocement le mariage pour que leurs familles bénéficient de leur dot pour subvenir aux divers besoins.

A part ces cas énumérés ci-haut, il a été rapporté également dans la localité de Isezya, des pratiques de sexe de survie perpétrées par les jeunes filles et femmes suite au manque de moyen (coût de vie élevé).

La problématique de référencement et prise en charge des cas des survivantes des violences sexuelles demeure un défi majeur dans la zone. Il a été rapporté une indisponnibilité de l'appui psychosocial, une difficulté d'accéder au kit pep pour des survivantes éloignées du CS de Nyalubemba, le silence de certaines survivantes par peur d'être répudiées par leurs maris qui d'après leur perceptions, les reprocheraient de consentir à ces actes ; Cela aurait provoqué le traumatisme, frustration, honte, refoulement, le risque d'être atteintes inconsciemment des maladies infectueuses et sexuellement transmissibles et des cas de grossesses non désirées ainsi que la discrimination et stigmatisation comme perception des survivantes par les membres de la communauté.

Appuyer par la Division Provinciale de la Santé et le CICR et en ce jour en pourpaler avec MSF Espagne pour un éventuel appui, l'aire de santé de Nyalubemba dispose d'une quantité adéquate des kit-pep et autres intrants pour pouvoir répondre aux besoins des survivantes dans la zone. En outre, l'organisation MDA appui également en logistique/déplacement des personnels soignants.

La faible qualité de services liées au manque de formation du personnel soignant sur l'administration des kits pep, l'absence d'acteurs clés de la prise en charge psychosociale et thérapeutique pour organiser des séances de thérapie des couples pour les familles affectées ainsi que la faible présence des structures de prise en charge juridique (PNC, Cliniques Juridiques, etc.) demeurent les principaux défis à la prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles dans la contrée.

### 3. PROTECTION DE L'ENFANCE

Au cours de ces trois derniers mois, le contexte de protection des enfants dans les zones évaluées a été marqué par des violences généralisées, d'abus et violations graves des droits des enfants liés à l'activisme des groupes armés dans les entités où ils ont l'habitude d'intervenir notamment Kohoze, Bwangama, Kitunda, et tant d'autre.

Notre évaluation est donc partie de l'analyse de la situation et de celle-ci nous avons relevé ce qui suit :

#### **Cas de violation grave de la Résolution 1612 :**

05 cas des viols des filles IDPs de 12 à 14 ans ont été enregistrés dans la localité de Mupoke perpétrés par les RM entre Juin et Août 2019. Ces violations auraient été commises lors des incursions des groupes armés des Seigneurs de Guerre Bozi, Bralima et Blaise alias Kafanya mbiyo. Les survivantes n'auraient pas reçu des kits pep faute d'être éloignées de l'aire de Santé de Nyalubemba soit plus de 10km.

35 jeunes garçons de 12-17 ans auraient été recrutés dans la zone depuis le mois de Janvier 2019 par les RM, mais 01 d'entre eux aurait réussi à s'évader et se trouverait actuellement dans la localité de Nyalubemba. Parmi ces enfants, 09 ont été identifiés à Kimbili, 06 à Bibugwa, 10 à Nyalubemba, 03 à Nyombe et 07 à Mayimingi.

Il a aussi été rapporté 04 cas d'utilisation d'enfants/filles dont l'âge varie entre 12 et 17 par le même groupe armé au mois de Juin, Juillet et Août 2019. Parmi ces jeunes filles, 03 transportaient des marchandises vers Lubila et Kigulube et auraient été surprises par les RM et 01 dans la localité de Lukigi. Toutes auraient ensuite été emportées dans la forêt pour être utilisées comme épouses et jusqu'à l'heure actuelle, elles demeurent dans la forêt.

## Cluster Protection Sud-Kivu

Faute d'occupations, d'activités scolaires et renforcement de l'effectif dans les groupes armés, de nombreux jeunes garçons et enfants mineurs sont exposés dans la zone aux risques de recrutement et utilisation par des groupes armés et de violences sexuelles pour les filles.

**Par rapport aux mesures de mitigation et de prévention aux risques d'abus envers les enfants dans la zone :** aucun mécanisme n'est mis en place.

**Protection en Urgence :** 01 Enfant non Accompagné (ENA) venu du village Brazza a été signalé dans la zone. Cet enfant vit dans une famille d'accueil à Nyalubemba.

36 Enfants séparés (ES) dont 25 garçons et 11 filles venus de Mupoke, Ngoma, Brazza, Mahazi, Kohoze, Bwangama, Santama, Kitunda, Musuku et vivent actuellement dans des familles d'accueil pour certains et d'autres dans leurs familles élargies.

126 orphelins et autres Enfants Vulnérables (OEV) dont 78 garçons et 48 filles ont été rapportés dans l'axe Nyalubemba-Isezya. Certains d'entre eux vivent dans les familles d'accueils et d'autres dans leurs familles.

### **Incidents de Protection :**

Plusieurs incidents de protection ont été rapportés lors de nos échanges notamment :

- **Des arrestations arbitraires et tortures :** Depuis le début de l'année 2019, des violations des droits des enfants seraient rapportés dans la zone ; En effet, 10 cas d'arrestations arbitraires touchant les enfants ont été rapportés dans l'axe Isezya-Nyalubemba. Ces cas seraient attribués aux forces de sécurité au motif que les victimes entretiendraient des liens supposés avec des RM. Par contre, les RM de Ndarumanga et Charlequin lors de leur incursion dans l'axe Mayimingi-Nyalubemba au mois de Juillet 2019, sous prétexte de la reddition s'étaient rendus responsables de près de 20% de ces incidents.

La libération des victimes par les deux parties serait conditionnée par le paiement en nature (chèvres, porcs) ou en espèces (10.000 à 16.000FC).

A Isezya par exemple, une femme hôte a fait part à la mission qu'au début du mois d'août 2019, son enfant de 4 ans aurait été arrêté par les Fardc dans les circonstances où l'enfant poursuivait un cochon et voulant jeter un projectile à l'animal, par inadvertance le projectile aurait touché un militaire, qui aurait arrêté aussitôt l'enfant ; De même, dans la Localité de Nyalubemba, 02 jeunes garçons dont l'âge varie entre 12-15ans seraient victimes au début du mois d'août 2019 d'arrestations arbitraires par les Fardc sous prétexte d'être espions des RM et auraient été torturés par noyade dans le fus.

- **Exploitation économique des enfants :** Plusieurs cas d'exploitation économique des enfants dont l'âge varie entre 10 et 17 ans ont été rapportés dans la zone, en direction des carrés miniers. Ces enfants seraient utilisés comme porteurs des hydrocarbures, denrées alimentaires (haricots, sel, poissons salés, etc.) et autres marchandises des commerçants vers les localités de Kigulube, Lubila, Watunondo, Nzovu en provenance de Mayimingi, Nyalubemba, Bibugwa et Isezya. Selon nos sources, ces enfants percevraient un montant de 8.000 à 11.000Fc proportionnellement à la distance et la quantité des marchandises.

A titre illustratif :

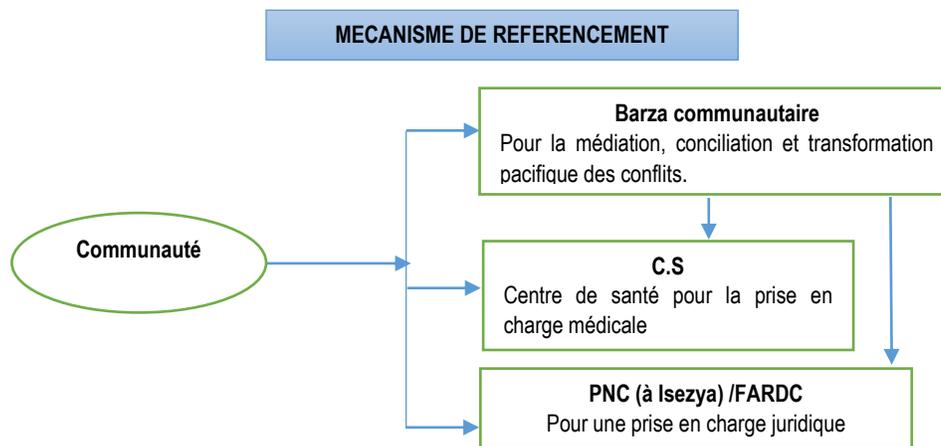
## Cluster Protection Sud-Kivu

- ✚ Pour un bidon de 20 litres de Carburant en quittant Isezya vers Lubila, l'enfant perçoit une somme de 10.000Fc pour un trajet de deux jours de marche dans la forêt.
- ✚ Pour une caisse de bière de Mayimingi vers Kigulube, on remet à l'enfant un montant de 11.000Fc.

Signalons aussi que certains enfants déplacés sont exploités économiquement dans les zones évaluées et surtout dans la localité de Isezya au travers des pratiques dites « sexe de survie ». Le coût élevé de la vie dans la zone et la pauvreté seraient à la base de ces pratiques pour pouvoir subvenir aux besoins.

**Mécanisme de Coordination Humanitaire et Communautés Protectrices pour Enfant :** Au cours de notre évaluation, il a été rapporté qu'aucun mécanisme de Coordination Humanitaire et communautés protectrices de l'enfant (EAE, RECOPE, FAT, CTO, Foyers sociaux, Clubs des Jeunes, Club d'Enfant, les Assistants sociaux, etc.) n'est mis en place dans les différentes zones évaluées.

**Référencement/prise en charge :** Dans l'axe Kibanda Mangobo-Isezya, le système de référencement des cas des violations des droits des enfants s'effectue de la manière suivante :



**Enregistrement de naissance dans la zone :** Pour ce qui est de l'enregistrement des naissances dans la zone, le commis à l'Etat civil présent dans la zone, ne s'occuperait que du recensement trimestriel moyennant 200fc par enfant.

Il sied de souligner que l'enregistrement des enfants à l'Etat civil est quasi-inexistant. Néanmoins, l'ONG **Intersos** présente dans la zone, multiplie des séances de sensibilisation y relatives.

Au cours de cette mission, **UNHCR** appuyé le bureau de l'Etat civil de Nyalubemba d'un important kit composé de Panneau solaire, batterie, rames de papier, machine à plastifier, des boîtes de stylo, boîtes des stylos marqueurs, des agrafeuses, etc. pour faciliter l'enregistrement des naissances dans la zone.

#### 4. LUTTE ANTIMINE

Après échanges avec les cibles (autorités politico-militaires et leaders communautaires de la place ainsi que les membres de la communauté), il a été constaté que la zone a connu plusieurs épisodes des conflits armés (la

## Cluster Protection Sud-Kivu

rébellion de Pierre Mulele 1964, de Jean Sicrame en 1973, des mai-mai Kalendu Padiri de 2002 à 2006 et l'activisme des RM dans la zone depuis 2012).

Les villages les plus soupçonnés contaminés par les restes et explosifs des guerres sont : Isezya, Lubila, Watunondo, Lwama et Kiluma.

En termes de présence des REG, il a été rapporté que :

- En 2010 à Isezya, les Fardc auraient ramassé un grand nombre des munitions et une arme AK 47 abandonnés par les mai-mai ; Ces munitions auraient été enterrées dans une toilette à présent inutilisable.
- En 2017, 3 Obus de mortiers et 1 Roquette APG7 au cours de terrassage du lieu de la construction de l'école, ont été ramassés par la population et remis aux Fardc.
- En juillet 2019, une arme du type AK47 et 2 chargeurs auraient été ramassés et remis aux Fardc dans la localité de Nyalubemba.

En ce qui concerne l'information sur l'éducation aux risques de Mines et REG, il reste cependant à signaler qu'aucune sensibilisation n'a été faite par les organisations intervenant dans la thématique LAM qui ne sont pas jusque là opérationnelle dans la zone.

En termes d'incidents, il a été signalé que :

- En 2017, une femme du village Bibugwa situé à 1km de Nyalubemba aurait ramassé une grenade dans la rivière Tchelamazi pendant qu'elle pêchait ; Cette dernière éclata et la blessa au pied.
- En 2018, explosion d'une balle à Nyalubemba et d'une roquette à Lukigi lors de feu de brousse ne causant aucune victime.

**Activités réalisées :** Le GTLAM a profité de cette mission avec l'appui du cluster protection, pour sensibiliser 83 personnes dont 24 Hommes, 33 femmes, 14 filles et 12 garçons sur l'éducation aux risques liés au REG, à Isezya à l'E.P Kachungu III (S02° 42' 30.7" ; E028° 09' 6.32" et à Nyalubemba au Centre de Santé (S02° 40' 30.2" ; E028° 16' 26.1") dans le le groupement de Bamuguba sud, chefferie de Bakisi en Territoire de Shabunda.

### 5. COHABITATION PACIFIQUE, LOGEMENT, TERRE ET PROPRIETE

#### De conflit

Les personnes rencontrées nous ont rapporté les conflits existant dans le milieu en ces termes:

#### **Le conflit de pouvoir :**

#### **A ISEZYA,**

Depuis 1933, le village de Katiriza, situé à 13km d'isezya était habité par le clan de Bangongo et dirigé par le chef qui avait été hissé au pouvoir par les colonisateurs présents dans ce village, pour avoir été cantonnier et connu par l'homme blanc. En 1950, la famille Bangongo avait quitté le village Katiriza vers le village Kintempa appelé communément localité d'isezya pour raison de rapprochement du centre le plus mouvementé du milieu.

Ayant deux fils nommés successivement Mukenge Mugenyi et Bungenge Mwenda, Il a confié la gestion de la localité de Watunda à son dernier fils Bungenge Mwenda. Celui-ci, ayant l'aval du Chef de Chefferie et son frère celui du Chef de groupement, à son tour a créé deux sous localités au sein de la localité Kintempa. L'un a pris le nom de Chaganyi et l'autre d'Isezya. Ses grands frères mécontents du pouvoir de leur petit frère, ont en 2015 commencé à

## Cluster Protection Sud-Kivu

réclamer leur part de gestion. D'où actuellement le village Isezya est sous la gestion de trois chefs dont Kizugulu Isanda Abel, Mwenda Bungenge et Mugenyi Mukenge Kyalekanuka comme chef de clan.

Cette réclamation s'explique par le fait que chacun de ces fils a à sa gestion un nombre important d'hommes, il s'agit là de l'élément moteur pour accéder au pouvoir dans la zone.

### **A NYALUBEMBA**

Le conflit oppose le chef du clan Kaluka représenté par Mukelo, actuel chef de localité et son cousin Mbiso du clan Isuma, actuel chef de clan.

L'actuel chef de localité Mukelo voudrait fusionner les deux clans et régner sans partage du pouvoir. Cependant le clan Isuma issu du pouvoir ancestral s'oppose farouchement à l'idée de la fusion.

#### **Conflit foncier**

Il a été identifié ce qui suit :

- Le conflit de limite (champs et parcelles)
- Le conflit d'occupation
- Le conflit de succession/héritage

A titre illustratif, le conflit opposant le clan Kalobya de Kohoze et le clan Bangongo de Mulanga autour de l'occupation et la gestion du carré minier de Kimbili. Les habitants des villages Kohoze et Mulanga ont occupé le village Kimbili du côté proche de la route et ont commencé à exploiter l'or sans autorisation du chef de village. Celui-ci a exprimé son mécontentement auprès du chef de poste d'encadrement administratif qui, avec le chef du village, ont décidé de laisser la gestion de l'argent issu du carré minier au chef de poste d'encadrement administratif de Nyalubemba jusqu'au moment où un compromis serait trouvé. Le chef de village a adressé ses plaintes au niveau du chef de division de mine suite au mécontentement lié à la gestion dudit carré minier et le dossier reste pendant au niveau de la Division Provinciales des mines. A présent, la stratégie initiée par les autochtones de Kimibili serait d'habiter massivement la zone, une façon de faire la pression aux nouveaux venus. Une réunion générale serait en train d'être envisagée afin de mettre autour d'une table les parties au conflit.

#### **Conflit identitaire**

Celui-ci est surtout vécu entre la communauté Lega et Tembo. Ce conflit remonte aux années 1994 avec l'avènement des Hutus Rwandais. En effet, lors de l'arrivée des éléments Hutu Rwandais dans le territoire de Shabunda, le groupe d'autodéfense Tembo, en appui à celui des Lega a profité de cet événement pour commettre des exactions à la communauté Lega autochtone.

A présent, il se fait remarquer une méfiance et réticence entre ces deux communautés qui toutes cherchent à se maintenir dans la zone avec risque de s'associer aux groupes armés pour le règlement de compte.

**Risques liés aux conflits :** ces conflits alimentent des troubles intracommunautaires et certains leaders se seraient associés même aux groupes armés avec plusieurs conséquences de protection (Conflits fonciers et communautaires, mouvements de déplacement, insécurité alimentaire et physique, insécurité sociale, manque de solution durable, violences physiques, destruction des abris, stigmatisation et discrimination des femmes par rapport à l'accès à la terre, etc.).

## Cluster Protection Sud-Kivu

### De l'accès à la terre

- **Pour les communautés hôtes** : de nos échanges, il a été rapporté que la population accède à la terre soit par achat, soit par donation auprès de chef de village et de propriétaires terriens, par héritage, à l'issue d'un jugement, et par usurpation.

- **Pour les IDPs** : Les déplacés quant à eux accèdent à la terre par achat, location, donation par les chefs de village et les propriétaires terriens. Cependant, il sied de signaler qu'un déplacé qui obtient la terre par donation ou par location a juste le droit de jouissance et non de disposition de la terre, étant donné que celle-ci appartient à la personne qui la lui a octroyée. L'accès difficile à la terre pour les déplacés est lié au manque de moyens financiers. Une autre difficulté est celle relative à la réticence de la communauté d'accueil qui les considère comme des étrangers et une charge de plus pour elle.

**Des droits de la femme sur l'accès à la terre** : Sur l'axe Kibandamangobo-Isezya, les femmes n'ont pas accès à la terre. Cette situation s'explique par le fait que la coutume ne reconnaît pas ce droit à la femme. Celle-ci est considérée comme faisant partie de sa belle-famille, par conséquent, elle ne peut avoir droit qu'à la disposition de la terre.

A la mort du de cujus, tous les biens sont accaparés par les membres de sa famille (hommes) ; la femme et les filles sont exclues sous prétexte que celles-ci n'héritent pas de la terre.

**De la sécurisation foncière** : La sécurisation foncière sur axe Kibandamangobo-Isezya est quasi inexistante. Il a été rapporté que la plupart des possesseurs de terre manquent de documents de sécurisation étant donné que l'obtention de la terre est plus verbale qu'écrite. Cependant, on peut rencontrer certains qui ont des documents tels que l'acte de vente, l'acte de reconnaissance ou décharge.

**Types des cultures pratiquées** : Les zones enquêtées sont favorables aux cultures de maïs, manioc, bananes, taro, haricot, riz, choux, courge et le palmier à huile comme culture pérenne.

**De la résolution des conflits et acteurs** : Les conflits fonciers sont résolus dans les barzas de village par les chefs coutumiers, chef de village, chef de groupement, les structures religieuses, les FARDC et la PNC.

## 6. LIMITATION AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

**De la santé** : la structure de santé de Nyalubemba a rapporté un faible taux de mortalité infantile observé dans la localité de Nyalubemba mais un accroissement serait observé dans les périphéries par manque des structures sanitaires ; Pour ce qui est de la natalité, l'aire de santé de Nyalubemba a rapporté un taux de 26 à 30 natalités mensuelles pour une population de **33.622**. Les pathologies et facteurs les plus récurrents sont le paludisme grave avec anémie, les infections respiratoires aiguës (IRA), les gastroentérites ainsi que les cas de malnutrition aiguë sévère. Les décès sont liés en grande partie aux conditions de vie dans les milieux de déplacement mais également aux ruptures des médicaments et autres intrants dans les structures sanitaires. De nombreux cas sortent souvent de la forêt avec un tableau clinique critique.

**De l'accès à l'éducation** : Malgré la relative accalmie observée dans la zone, il a été rapporté un taux faible de scolarisation des enfants pour les familles déplacées par manque des moyens et élevé pour des enfants de la communauté hôte.

## Cluster Protection Sud-Kivu

En 2017, les enseignants ont reçu un renforcement des capacités sur le programme national par DCA. Néanmoins, le recyclage des enseignants demeure le grand défi en Education dans la zone.

Pour la localité de Isezya, il y a présence de 02 Ecoles primaires dont l'EP Katchungu III (40<sup>ème</sup> CECA) en planches avec 05 salles de classe et une 6<sup>ème</sup> année fonctionnant dans le bureau de la Direction construite en boue et couverte en paille et l'EP Kakongya (CEBCO) construite en paille et une école secondaire Institut Kamenge de la 8<sup>ème</sup> CEPAC sans bâtiment mais évoluant dans le bâtiment de l'EP Kakongya.

Pour la Localité de Nyalubemba, Il y a aussi présence de 02 Ecoles primaires dont l'EP Nyalubemba et EP Lusungu ainsi qu'une école secondaire Institut Nyalubemba fonctionnant dans le même bâtiment que l'EP Nyalubemba.

**De l'eau, hygiène et assainissement (Wash) :** il a été observé et rapporté des problèmes sérieux d'approvisionnement en eau potable ainsi que d'hygiène et assainissement dans tous les ménages à Isezya (latrines et douches mal entretenues). Pour clarifier la question, certaines personnes par insuffisance de latrine et l'insalubrité de quelques-unes, vont se soulager dans la brousse.

### III. BRIEFING D'ECHANGE AVEC LES AUTORITES SUR LA PROTECTION INTERNATIONALE



Photo de famille avec les autorités et leaders commnautaires de Nyalubemba/shabunda



Photo de famille avec les autorités et leaders commnautaires Isezya/Shabunda Photo HCR

Dans le cadre du renforcement des capacités en protection, la coordination du cluster protection pour le CRIO Centre-Est à procédé aux échanges avec les autorités locales (Civiles et militaires) et les leaders communautaires dans les localités d'Isezya et Nyalubemba, groupement de Bamuguba Sud en Territoire de Shabunda le 28 et 30 août 2019.

Les sessions de capacitation portaient principalement sur :

- La définition de la protection Internationale selon IASC,
- Les rôles et responsabilités des acteurs dans le domaine de la protection,
- Comprendre les déplacés internes (Définition et cadre normatif) ainsi que les risques distinctifs résultant du déplacement,
- Les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

Un total de 40 personnes avait été capacité dont : 13 officiers FARDC, 2 éléments PNC, 8 autorités locales et 17 leaders communautaires.

## Cluster Protection Sud-Kivu

### IV. DIFFICULTES RENCONTREES



A 1 km de NYALUBEMBA

Photo UNHCR BUKAVU

A l'issue de cette évaluation, les difficultés suivantes ont été relevées :

- *Mauvais état de la route* : il a été constaté la présence lors de notre passage de :
  - 80 bourbiers entre Isezya et Nyalubemba,
  - 20 bourbiers entre Nyalubemba et Nyombe,
  - 20 bourbiers entre Nyombe et Mayimingi,
  - 20 bourbiers entre Mayimingi et Kibandamangobo.
- *Présence des hommes en armes non identifiés* : ils sont auteurs des braquages, tortures, pillages, viols tout au long de la route et cela à répétition.
- *La réticence des femmes déplacées sur la question des conflits fonciers dans le milieu à cause des coutumes retrogrades.*
- *La réticence de la communauté par rapport aux conflits de pouvoir dans la zone.*
- *La réticence de la communauté par rapport au problème de recrutement et utilisation des enfants dans les groupes armés par crainte des represailles de la part des services de sécurité et les groupes armés.*

## Cluster Protection Sud-Kivu

### V. ACTIONS DE SUIVI URGENT/RECOMMANDATIONS.

Tableau 3

Domaine	Recommandations	Acteur de suivi	Niveau d'urgence
GTMP	Renforcement du monitoring de protection sur l'axe évalué	GTMP, HCR	urgent
	Renforcement de capacité des FARDC affectées dans la zone sur le respect des droits de l'homme et sur la protection internationale de la population,	Monusco, HCR, Cluster protection	Tres urgent
	Plaidoyer auprès de la hiérarchie FARDC et PNC pour un renforcement des effectifs FARDC et PNC dans la zone	Monusco	Tres urgent
SGBV	Mettre en place un poste ou un centre de santé à Isezya pour couper cours à la question de distance et prévenir contre d'éventuels cas de violences sexuelles en cours de route.	Division provinciale de santé.	Urgent
	Besoin d'une reponse holistique pour les victimes survivantes aux VBG	Sc VBG, UNFPA et Cluster protection	Tres urgent
	Approvisionner chaque fois le centre de de santé de Nyalubemba en Kit Pep pour répondre aux besoins énormes des survivantes étant donné qu'il s'agit de la seule structure identifiée dans la zone.	Division provinciale de santé.	Tres urgent
GTPE	Sensibiliser les communautés concernées sur la création des organisations locales (OBC) pour le développement de leur contrée ;	Acteur de protection GTPE	Urgent
	Mettre en place le mécanisme de coordination humanitaire dans la zone ainsi que les structures communautaires de protection de l'enfant (EAE, RECOPE, clubs des jeunes et enfants, etc.) ;	Acteur de protection GTPE	urgent
	Plaidoyer auprès des autorités et autres instances compétentes pour la sensibilisation sur la sortie des enfants dans les groupes armés ;	Cluster Protection, Monusco (DDRR), GTPE (UNICEF)	Tres urgent
	Organiser des séances régulières d'outreach/de sensibilisation sur les principes humanitaires, les principes directeurs au déplacement interne des populations, les droits de réfugiés et le DIH.	OCHA, HCR, NRC, CICR ;	Tres urgent
	Renforcer la présence des acteurs humanitaires dans la zone pour activer les retours et permettre la réduction des abus et risques de protection.	UNOCHA	Urgent
	Renforcer les mécanismes de coordination des activités de monitoring de protection sur le terrain	Cluster protection	Tres urgent
	Mettre à la disposition du commis de l'Etat Civil dans la zone le registre d'enregistrement d'enfants.	Etat Civil	Très urgent
GTLAM	Mener des enquêtes non techniques pour faire des marquages des zones soupçonnées dangereuses.	GTLAM (UNMAS)	Tres urgent
	Dépolluer et renforcer des capacités sur l'Education	GTLAM (UNMAS)	Tres urgent

## Cluster Protection Sud-Kivu

	aux risques liées aux REG les communautés évaluées.		
DIC-LTP	Vulgariser les principes directeurs et relatifs aux déplacements internes dans la zone. Vulgarisation de la loi foncière	LTP-DIC/ NRC, Cluster protection ; Ministère provincial des affaires foncières	Urgent
	Renforcer les capacités des autorités locales sur les méthodes collaboratives de résolution des conflits.	LTP-DIC	Urgent
	Mettre en place des structures communautaires de résolution des conflits.	LTP-DIC	Urgent
	Plaidoyer auprès du cluster pour le positionnement des acteurs engagés dans la résolution pacifique des conflits dans la zone	LTP-DIC	Urgent
	Faciliter le retour des IDPs librement consenti	UNHCR, Cluster protection, Les autorités politico- administratives de la RDC et Coutumières	Tres Urgent
	Sensibiliser les communautés évaluées sur les droits de la femme.	LTP-DIC	Urgent